

Le MRAP solidaire du Rojava

En 2013, les Kurdes de Syrie ont mis en place au Rojava (nord-est de la Syrie) un pouvoir exécutif « Administration autonome (AANES) », composé de trois cantons : Afrin, Kobané et Djézireh, système basé sur le confédéralisme démocratique avec comme piliers la démocratie directe, l'égalité hommes/femmes à tous les niveaux, l'égalité entre toutes les composantes ethniques et religieuses de la société.

En 2015, les Kurdes ont infligé à Kobané, la première défaite de Daesh au prix de dizaines de milliers de morts (11000 tué(e)s et 24000 blessé(e)s). Kobané avait alors été surnommée la Stalingrad kurde.

Depuis, le Rojava est victime des bombardements de l'armée turque. L'offensive de l'État turc a démarré à Afrin en 2018, puis à l'automne 2019 la Turquie s'est emparée de 5 000 km² de territoire kurde où on assiste à un nettoyage ethnique, pillages, viols, assassinats dénoncés dans un rapport de l'ONU. Les bombardements ne sont pas les seules armes utilisées par la Turquie pour déstabiliser la région. L'eau est utilisée comme une arme de guerre contre les régions kurdes : la Turquie tente d'assécher les régions du Rojava et de faire fuir les habitants.

Aujourd'hui, le Rojava subit une attaque militaire sans précédent menée par le gouvernement de transition syrien (GTS) ; ce qui se joue aujourd'hui en Syrie n'est pas un affrontement communautaire ou religieux, mais l'opposition entre deux visions et projets politiques pour l'avenir de la Syrie.

Le gouvernement du président syrien, Ahmed Al-Charaa, défend une « République arabe syrienne » centraliste, antidémocratique, réprimant les droits politiques et syndicaux ainsi que ceux des femmes et des minorités religieuses et ethniques, et met en place la charia dans un certain nombre de régions. L'organisation État Islamique (EI) est en train de reconstituer sa force destructrice.

Depuis un an, à travers toute la Syrie, des militantes des droits des femmes, des forces progressistes, des dirigeants arabes, alaouites ou encore druzes ont exprimé leur refus du projet d'Ahmed Al-Charaa, bien éloigné des aspirations premières de la révolution, et leur soutien au modèle de l'Aunes.

Dès le 6 janvier, les forces armées du gouvernement syrien attaquaient les deux quartiers à majorité kurde d'Alep, Cheikh-Maqsoud et Achrafieh, puis lançaient une nouvelle offensive directement contre les territoires de l'Aunes. En deux semaines, plusieurs dizaines de civils ont été tués et des dizaines de milliers de personnes, majoritairement kurdes, déplacées de force. Des combattants et combattantes ont été assassiné(e)s de sang-froid ou décapité(e)s par les milices islamistes, en violation des lois internationales régissant la guerre.

Les cantons de Kobané et de Djézireh sont assiégés. L'électricité, l'eau et l'internet sont coupés à Kobané, mettant en péril les conditions de vie de 250 000 personnes. Les risques de nettoyage ethnique sont extrêmement élevés. Le cessez-le-feu déclaré le 20 janvier n'a pas été respecté par le gouvernement de transition et les attaques continuent. Dans ce contexte, l'accord du 29 janvier risque fort de ne pas être respecté.

Dans le même temps, Al-Charaa a annoncé l'intégration de combattants djihadistes dans l'armée régulière. C'est aussi un partenaire stratégique pour le gouvernement israélien.

La communauté internationale, notamment la France, doit prendre une position ferme pour protéger les populations, exiger le retour de tous les déplacés dans les régions occupées par les milices soutenues par la Turquie, ainsi que la coexistence pacifique et le respect des droits humains.

L'ONU et les États membres doivent garantir le maintien d'un corridor humanitaire vers la ville de Kobané afin d'acheminer l'aide dans les quantités nécessaires aux besoins de la population assiégée ainsi que le rétablissement de l'eau courante et de l'électricité.

Pour sa part, le MRAP, engagé depuis plus de 30 ans dans la solidarité pour le droit des Kurdes quel que soit le pays où ils se trouvent, réaffirme, conformément à sa motion de congrès, son entière solidarité avec le Rojava. De nombreux adhérents du MRAP ont d'ailleurs participé aux différentes manifestations qui se sont déroulées en France.

Bureau National
